

Publics des musées et des lieux d'expositions au Maghreb

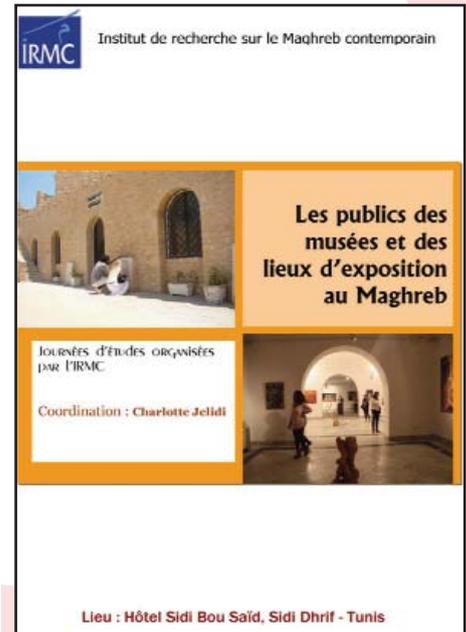
Charlotte JELIDI est historienne de l'art et chercheuse à l'IRMC, où elle dirige le programme intitulé *Contribution par l'archive, au renouveau de "l'histoire coloniale". Evolution des villes maghrébines sous domination française et italienne. Urbanisme, architecture, Patrimoine.* Elle a en outre, la responsabilité du groupe de travail sur la muséographie et les publics au Maghreb à l'IRMC.

Les 1^{er} et 2 octobre dernier, l'Institut de Recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC) a organisé, à Sidi Bou Saïd, deux journées d'études sur le thème Les publics des musées et des lieux d'exposition au Maghreb, réunissant près d'une vingtaine de chercheurs et professionnels (directeurs d'institution, muséographes, chargés d'études, etc.), français et maghrébins, travaillant sur le Maroc, l'Algérie et la Tunisie. Cette rencontre a fait suite à une première réunion qui s'est tenue en octobre 2009, en partenariat avec le musée du Bardo, autour de la question de la muséographie et des publics, et qui réunissait des intervenants du Maghreb, d'Europe mais aussi du Québec. L'IRMC a souhaité poursuivre les débats initiés alors, tout en recentrant la focale sur le Maghreb. En effet, depuis quelques années, on observe que le paysage muséal maghrébin est en pleine recomposition, mué par une dynamique nouvelle. Des espaces sont créés, ouverts

(la Fabrique culturelle des Abattoirs à Casablanca, les Villas des Arts de Rabat et Casablanca, le musée d'art arabe Lalla Hadria à Djerba, le Musée du patrimoine traditionnel de Djerba, le Musée d'Art moderne d'Alger, etc.) ou encore en projet (le musée d'Art moderne de Rabat par exemple). D'autres lieux sont totalement réaménagés, à l'instar du Musée Bardo à Tunis ou du musée archéologique de Cherchell de Tipasa. Par ailleurs, des réformes de la législation relative aux musées sont en chantier. Des masters en muséologie sont ouverts en Tunisie et au Maroc, à défaut de voir le jour en Algérie, etc. C'est dans ce contexte de reconfiguration profonde que l'IRMC a souhaité mettre en débat la place des publics dans les musées et lieux d'exposition au Maghreb, à travers trois sessions thématiques.

Session 1 : Muséographie et expographie : internationalisation ou prise en charge des particularismes culturels

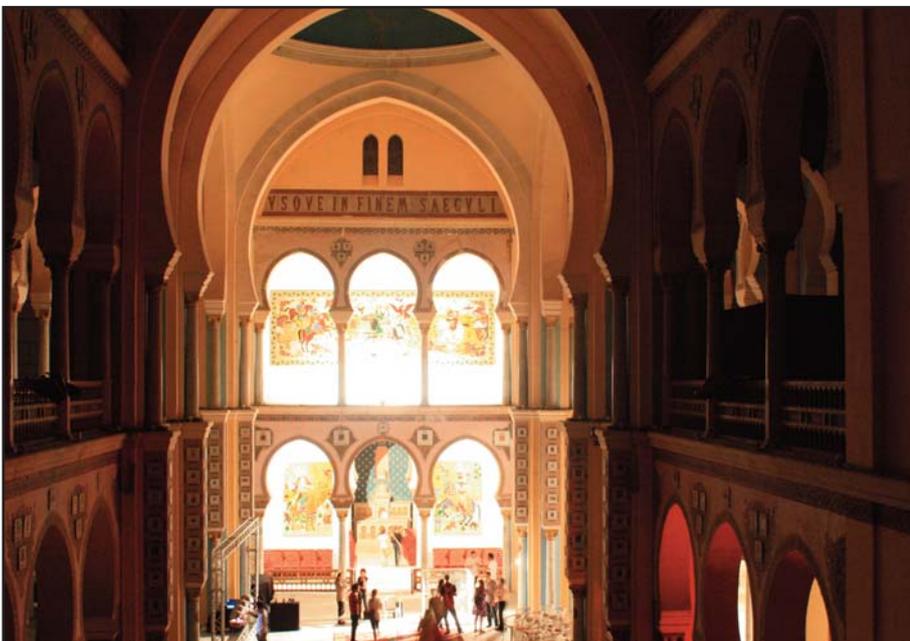
La présentation d'études de cas très diverses a permis de questionner l'usage des normes muséographiques et expographiques internationales, leur pertinence et leur efficacité. Les contributions ont mis en évidence le fait que ces standards sont toujours pris comme des référents au Maghreb puisque les acteurs définissent toujours leurs travaux en fonction d'elles, tantôt en déclarant s'aligner dessus, tantôt en affirmant qu'il



faut en trouver de nouvelles adaptées aux particularismes de la région. Certains intervenants ont mis en évidence la mise en échec du public par l'utilisation de modes opératoires importés et inadaptés au contexte local, renvoyant à l'interrogation suivante : existe-t-il une notion locale du musée ? La solennité des musées et lieux d'exposition tels que conçus au nord de la Méditerranée semble totalement inadaptée au public du Maroc, où le taux d'analphabétisme est élevé, et à celui des autres pays du Maghreb, où les habitants ne sont pas sensibilisés à l'art. Faire de ces lieux de culture des lieux de vie, à l'image de la Fabrique des Abattoirs de Casablanca, est une des réponses qui a été envisagée lors de cette matinée.

Session 2 : Les musées au Maghreb et leurs publics : le poids de l'histoire ?

Les intervenants de cette session ont posé la question du poids de l'histoire dans la médiation actuelle de certains musées et son impact sur les publics mobilisés, en se demandant si des institutions créées en situation coloniale et sous-tendue par une certaine idéologie périmée sont adaptées aux publics actuels. Il existe en effet un lien historiquement fort entre le Maghreb et la France et sa conception du musée, puisque dans les colonies comme dans les Protectorats a été transposé un modèle patrimonial alors en gestation en métropole. Cette session a été l'occasion de débattre de la manière dont les états



nations indépendants se sont réappropriés, après les Indépendances, des institutions créées en contexte colonial. Les contributeurs ont mis en évidence une certaine inadéquation entre un projet d'origine colonial et les besoins des publics actuels, en particulier lorsqu'il s'agit de musées d'art et traditions populaires, comme ceux développés au Maroc par le résident général Lyauté.

Session 3 : Quelle(s) méditation(s) pour quel(s) public(s) ?

Les intervenants de cette dernière

session se sont intéressés aux politiques de médiation, et à leur adaptation en fonction des publics qu'elles visent, aux stratégies mises en œuvre pour capter différentes catégories de publics : touristes, public local (et quel public local ?), jeunes enfants, public handicapé, etc. Rapidement la question s'est inversée : comment créer des publics et pour quels musées ? Les contributeurs ont mis en lumière la diversité des réponses selon que l'on parle d'institution déjà existante (le musée est là et l'on doit cibler son public) ou qu'il s'agisse d'un musée projeté où le public

peut être pensé en amont du chantier. Les moyens de convier au musée le public dit « empêché » ont longuement été discutés ; les participants ont alors infirmé l'idée souvent répandue que le principe de gratuité est à lui seul une réponse à la non fréquentation des musées. Par ailleurs, l'importance du type de personnel mobilisé (conservateur, historiens de l'art, et/ou gestionnaire) et celle de sa formation ont également été mis en évidence.

Charlotte JELIDI

PARTICIPANTS DU GROUPE DE TRAVAIL :

Habib Ben Younés (INP, Tunis), Francesca De Micheli (EHESS), Pierre-Noël Denieul (IRMC), Ali Drine (INP, Tunis), Bernadette Dufrene (Université Paris Ouest Nanterre), Aadel Essaadani, (Fabrique culturelle des abattoirs de Casablanca), Hassan Ezzaïm (Villa des arts, Casablanca et Rabat), Fabrice Flahutez (Université Paris-Nanterre), Tahar Ghalia (Musée national du Bardo, Tunis), Soumaya Gharsallah-Hizem (INP, Tunis), Emilie Goudal (IRMC),

Hayet Guettat Guerhazi (Cabinet du Ministre de la Culture, Tunis), Charlotte Jelidi (IRMC), Yassine Karamti (Université de Tunis), Tanit Lagüens (IRMC), Selma Ouissi (festival Dream City, Tunis), Nabila Oulebsir (Université de Poitiers), Néjib Sellaouti Néjib (Musée du patrimoine traditionnel, Djerba, Tunisie). Et aussi, en tant que modérateurs : Manon Blanchette (Société des directeurs des Musées montréalais, Canada), Jacqueline Eidelman (CNRS/Direction des Musées de France) et Elisabeth Neuville (ancienne responsable du Musée Borda à Dax).

La recherche en sciences humaines et sociales en Algérie

Cette journée a fait suite à la conférence universitaire tenue les 17 et 18 octobre, organisée au CERIST d'Alger par l'Université de Boumerdes, le Ministère algérien de l'enseignement supérieur et de la recherche, et l'ambassade de France, dont le SCAC d'Alger. Les organisateurs l'ont placée sous l'égide de la « longue histoire de la coopération algéro-française », dans une volonté de la renforcer en mettant en place des structures non plus ponctuelles mais « pérennes et durables ». A ce titre a été mis en avant le souci de « structurer les moyens et de renforcer la mobilité des chercheurs », en considérant les centres de recherche comme des « satellites » de l'université.



Nous nous intéresserons plus particulièrement dans ce papier à l'une des trois tables rondes organisées à cette occasion, qui était consacrée aux SHS en Algérie et dont les modérateurs étaient Yacine Ferferah (CREAD) et Pierre-Noël Denieul (IRMC).

De la réponse aux appels d'offre à la publication des travaux, premières difficultés. Il a tout d'abord été constaté une désaffection de la présence des SHS dans la réponse aux appels d'offre (constat de l'AUF), proportionnellement à la part des autres sciences. L'une des causes parmi d'autres pourrait tenir au fait que, malgré un accroissement remarqué de la visibilité des appels d'offre, « les chercheurs en SHS ne sont pas bons en montage de projets ». A ce titre il a été donné le cas de l'université Paris 8 dont la cellule d'appui à la recherche assure avec succès la mise en contact des chercheurs et la préparation des dossiers ; tel est aussi le cas du CNRS. De même s'est posée la question de la coédition, dont on a appelé au développement entre l'Algérie et la France, en insistant sur l'enjeu fort que représente le livre dans les SHS, alors que les autres sciences privilégient plutôt la publication d'article. Il a de même été noté,

en ce qui concerne la production internationale, la difficulté des chercheurs algériens à trouver une place dans des revues indexées.

Quelques expériences du « paysage » SHS. En amont de la recherche, plusieurs cas de centres de recherche ont été évoqués, comme autant de métaphores, et d'idéaux types, cas par cas, de la diversité de la recherche en sciences humaines et sociales.

- **L'IRMC Tunis** tout d'abord, caractérisé par sa pratique pluridisciplinaire, sa vocation régionale (non bilatérale mais multilatérale sur le Maghreb et notamment dans une relation tuniso-algéro-française) et sa propension à la mise en réseau.

- **Le CRASC d'Oran** qui a noué dès 1992 une pratique de recherche collective dans un contexte d'isolement international et de lent accompagnement des jeunes chercheurs, dans des relations avec la France souvent personnalisées et dispersées.

- A été mentionnée l'expérience des **centres d'archéologie historique**, combinant une logique scientifique et une logique politique de sauvegarde de la mémoire, travaillant tout à la fois sur la muséographie, le patrimoine immatériel et la connexion de l'archéologie préventive avec